

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 16/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FONDERIE VENISSIEUX SAS**

Avenue Pierre Cot  
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-23-33-RP  
Code AIOT : 0010600720

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement FONDERIE VENISSIEUX SAS implanté 10 Avenue Pierre Cot 69200 Vénissieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FONDERIE VENISSIEUX SAS
- 10 Avenue Pierre Cot 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0010600720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La FONDERIE VENISSIEUX est spécialisée dans la fabrication par fonderie de fontes de ponts et d'essieux pour les poids lourds, les tracteurs agricoles et les tramways.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral cadre du 12 novembre 2008 modifié en dernier lieu le 23 février 2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : pic de pollution PM10/NO2 en cours (niveau N2).**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pic pollution	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 1	/	Sans objet
2	Pic pollution	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence visite effectuée durant un pic de pollution PM10 / NO2 en cours a permis de constater que l'exploitant respecte les dispositions des arrêtés préfectoraux relatifs aux mesures d'urgence socles et additionnelles prises dans le cadre de l'épisode de pollution atmosphériques débuté le 8 février 2023.

Par ailleurs, comme proposé par l'exploitant, il devra caractériser le spectre des diamètres des poussières émises par le site, ce qui permettra notamment d'identifier les postes émetteurs de PM10 et inférieures.

Enfin, comme proposé par l'exploitant, il doit reporter toutes les opérations émettrices de poussières qui peuvent être reportée à la fin de l'épisode, comme le balayage des sols.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Pic pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les recommandations diffusées et les mesures prises par la préfète sont cumulatives. Ainsi, les mesures prises au niveau d'alerte inférieur sont poursuivies.  Toute activité: <ul style="list-style-type: none"><li>- Les exploitants procèdent à une sensibilisation du personnel et observent une vigilance accrue sur le fonctionnement des installations (paramètres de fonctionnement, stabilisation des charges, bon fonctionnement des systèmes de traitement, etc.) et sur l'application des bonnes pratiques.</li><li>- Toute unité de production équipée de systèmes de dépollution renforcés doit en activer le fonctionnement pendant la durée de l'épisode de pollution.</li><li>- Tout établissement émetteur de particules fines, de NOx, ou de COV doit modifier son activité et mettre en œuvre toute mesure appropriée pour réduire ses émissions. Ainsi, les opérations émettrices de COV doivent être reportées à la fin de l'épisode : travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composés organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs, etc. De même les opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote (manipulation des déchets, broyage, transfert de matériaux, etc.) en l'absence de dispositif de traitement adéquat doivent être reportées à la fin de l'épisode.</li><li>- L'utilisation de groupes électrogènes, pendant la durée de l'épisode de pollution, n'est autorisée que pour satisfaire l'alimentation électrique d'intérêts essentiels, notamment de sécurité.</li><li>- Tout établissement équipé d'installation de combustion pouvant fonctionner avec plusieurs types de combustible devra utiliser le combustible le moins émissif. - L'usage des engins de manutentions thermiques devra être limité au profit des engins électriques pour les établissements équipés des deux types d'engin.</li></ul> Gros émetteurs ICPE. <ul style="list-style-type: none"><li>- Les prescriptions particulières prévues dans les autorisations d'exploitation des ICPE en cas d'alerte à la pollution de niveau 1 sont activées, dans les conditions prévues par lesdites autorisations, par les exploitants concernés.</li></ul>
<b>Constats :</b> Voir constat suivant
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Toute activité :            - Toute unité de production, émettrice de particules fines, de NOx, ou de COV déjà à l'arrêt ou qui seraient arrêtées durant l'épisode de pollution n'est autorisée à reprendre son activité qu'à la fin de l'épisode de pollution.            - Réduire les émissions, y compris par la baisse d'activité.            - Arrêt temporaire des activités les plus polluantes en cas d'aggravation du niveau d'alerte N2.</p> <p>Gros émetteurs ICPE :            Les prescriptions particulières prévues dans les autorisations d'exploitation des ICPE en cas d'alerte à la pollution de niveau d'alerte 2 sont activées, dans les conditions prévues par lesdites autorisations, par les Exploitants.</p>
<p><b>Constats :</b>            Les informations recueillies lors de la présente visite figurent dans le canevas en annexe de ce rapport.</p> <p>Les principaux éléments figurent ci-dessous.</p> <p>L'exploitant indique :            - se tenir informé quotidiennement de la qualité de l'air par le site Internet ATMO ;            - recevoir les alertes pics de pollution par la DREAL (ALERTE AIR 69) ;            - disposer d'une organisation interne pour donner les suites éventuelles aux arrêtés préfectoraux pics de pollution ;            - que le fonctionnement des dépoussiéreurs est normal depuis le début de l'épisode de pollution ;            - envisager de reporter le balayage des sols lors des pics de pollutions aux particules fines ;            - qu'il n'envisage pas une baisse d'activité pour réduire ses émissions de poussières.</p> <p>L'exploitant estime que les poussières émises par le site sont grossières, très majoritairement supérieures à 10 µm, et qu'elles retombent à quelques centaines de mètres du site. Aussi, l'exploitant estime qu'il ne faut pas assimiler les émissions de poussières du site à des particules fines de type PM10 ou inférieures.</p> <p>L'exploitant explique que le processus de fabrication des pièces nécessite plusieurs étapes qui doivent s'enchaîner en continu, et que le site ne dispose pas d'unité de production indépendante de ce processus. L'exploitant indique que le four de fusion n'est jamais arrêté afin de toujours maintenir le métal en fusion.</p> <p><b>Observation :</b> l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de caractériser le spectre des tailles de poussières émises par poste d'activité du site (noyautage, moulage, fusion ,etc), et éventuellement les zones de dispersions / retombées et de transmettre les résultats à l'inspection.</p> <p><b>Observation :</b> l'inspection demande à l'exploitant, dès à présents, en cas de pic de pollution PM10, de reporter toutes les opérations émettrices de poussières qui peuvent être reportées à la fin de l'épisode, comme le balayage des sols.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Canevas d'inspection « Pics de pollution - Sites sans APC »

A - Informations générales sur l'établissement			
			Commentaires de l'inspection
1	Site :	FONDERIE VENISSIEUX SAS 10 Av. Pierre Cot 69200 VENISSIEUX  N°S3IC 0010600720	
2	Personnes rencontrées :	Nom / fonction / coordonnées - Madame Chiara Bottigiola, responsable système QSE et Environnement - Monsieur Patrick Lagardette, directeur du site	
3	Site identifié comme gros émetteur régional :  NOx SOx COV Particules	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div><input type="checkbox"/> Oui</div> <div><input type="checkbox"/> Non</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div><input type="checkbox"/> Oui</div> <div><input type="checkbox"/> Non</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div><input type="checkbox"/> Oui</div> <div><input type="checkbox"/> Non</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div><input type="checkbox"/> Oui</div> <div><input type="checkbox"/> Non</div> </div> <u>Émission de poussières par poste (GEREP 2021)</u> <b>Fusion</b> : 27 kg/an <b>Noyautage Moulage (démoulage)</b> : 5 641 kg/an <b>Parachèvement</b> : 214 kg/an <b>Peinture</b> : 75 kg/an	<p>L'exploitant indique que le four de fusion est électrique, que le site comprend deux chaudières gaz utilisées pour les bureaux.</p> <p>L'exploitant précise que la chaleur fatale des installations est pour partie récupérée et devrait l'être encore plus ce qui devrait permettre de supprimer les deux chaudières du site en 2023.</p> <p>L'exploitant confirme que le site n'émet pas de NOx.</p> <p>L'exploitant indique que la principale activité émettrice de poussières est le démoulage des pièces coulées. Les autres activités émettrices de poussières sont relativement faibles en comparaison à celle-ci.</p> <p><b>L'exploitant estime que les poussières émises par le site sont grossières, très majoritairement supérieures à 10 µm, et qu'elles retombent à quelques centaines de mètres du site. Aussi, l'exploitant estime qu'il ne faut pas assimiler les émissions de poussières du site à des particules fines de type PM10 ou inférieures.</b></p> <p>L'exploitant ne peut pas présenter de mesures caractérisant le spectre des diamètres des poussières émises par le site.</p>

			Néanmoins, il indique souhaiter procéder à des mesures dans le cadre de l'actualisation de son évaluation quantitative des risques sanitaires.
4	<p>Date de l'inspection :</p> <p>Inspection réalisée a posteriori de l'épisode :</p> <p>Date du début de l'alerte :</p> <p>Niveau d'activation :</p> <p>Typologie de l'épisode :</p> <p>Polluant principal visé :</p>	<p>14/02/2023</p> <p><input type="checkbox"/> Oui      <input type="checkbox"/> Non</p> <p>09/02/2023 (N1- PM10) ; 13/02/2023 (N2 – PM10 et NO2)</p> <p><input type="checkbox"/> N1      <input type="checkbox"/> N2      <input type="checkbox"/> N2 aggravé</p> <p><input type="checkbox"/> Combustion    <input type="checkbox"/> Mixte    <input type="checkbox"/> Estiva</p> <p><input type="checkbox"/> PM    <input type="checkbox"/> NOx    <input type="checkbox"/> COV    <input type="checkbox"/> SOx</p>	<p>Les mesures de l'arrêté préfectoral du 13/02/2023 relatif au déclenchement du niveau N2 – PM10 et NO2 s'appliquent pour les industriels à partir du 13/02/2023 17h.</p>
5	<p>Site soumis à prescriptions complémentaires spécifiques en cas d'épisode de pollution atmosphérique</p> <p>Si oui, typologie épisode prise en compte dans l'AP :</p> <p>Si oui, mesures de réduction prescrites :</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui    <input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Combustion    <input type="checkbox"/> Mixte    <input type="checkbox"/> Estiva    <input type="checkbox"/> Non précisé</p> <p><input type="checkbox"/> PM    <input type="checkbox"/> NOx    <input type="checkbox"/> COV    <input type="checkbox"/> SOx</p>	<p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 23/02/2018 prescrit des mesures temporaires de réduction d'émissions de COV en cas de pic de pollution à l'ozone.</p> <p>Le site ne dispose pas d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant des mesures de réduction d'émissions de particules fines et/ou NOx</p>
6	<p><u>Référentiel réglementaire</u></p> <p>Arrêté cadre départemental du :</p> <p>PPA :</p> <p>Arrêté de police pris pour l'épisode de pollution (si N1 ou N2 activé) du :</p> <p>Arrêté préfectoral complémentaire du site :</p>	<p>Arrêté préfectoral n° 69-2022-08-24-00017 du 24 août 2022 relatif aux procédures préfectorales d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département du Rhône</p> <p><input type="checkbox"/> Oui    <input type="checkbox"/> Non</p> <p>69-2023-02-09-0002 (N1) 69-2023-02-13-0002 (N2)</p> <p>23/02/2018 (réduction COV en cas de pic de pollution à l'ozone)</p>	
<b>B - Organisation interne pour la gestion des épisodes de pollution</b>			

		Déclarations de l'exploitant	Commentaires de l'inspection
1	Consultation/connaissance du site internet d'ATMO <a href="https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/">https://www.atmo-auvergnerhonealpes.fr/</a>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non L'exploitant indique consulter quotidiennement le site ATMO afin de savoir si une alerte pic de pollution à l'ozone est en cours et s'informer des prévisions pour les jours suivants.	
2	Consultation /connaissance du site internet de la préfecture sur le dispositif de gestion des épisodes de pollution	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non L'exploitant indique disposer de toutes les informations nécessaires sans consulter le site de la préfecture du Rhône	
3	<u>Réception de l'information en cas d'activation du dispositif</u> : Par qui le site est-il informé en cas d'épisode de pollution atmosphérique ? - l'UD - la collectivité - les médias (préciser presse/radio...) ? - la CCI ou les fédérations professionnelles ?	L'exploitant indique recevoir les alertes par la DREAL (ALERTE AIR 69)  <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
4	Quels sont les destinataires de cette information ?	Nom / fonction / coordonnées : - Monsieur Patrick Lagardette, directeur du site ; - Madame Chiara Bottigiola, responsable système QSE et Environnement	
5	Quelle organisation est mise en place pour la réception des messages ?  <ul style="list-style-type: none"> <li>• validité des adresses mail</li> <li>• boîtes d'unité / boîtes personnelles</li> <li>• consultation des mails jours ouvrés / horaires</li> <li>• consultation des mails le week end</li> <li>• cas des périodes de congés</li> <li>• système d'astreinte ?</li> </ul>	L'exploitant indique qu'en période de congés des destinataires des messages envoyés par ALERTE AIR 69, d'autres salariés du site les réceptionnent et les traitent au besoin ; les week-end la direction reçoit les messages envoyés par ALERTE AIR 69 et les traitent au besoin.	
6	<u>Transmission de l'information pour action</u>	L'exploitant indique qu'il édite quotidiennement un rapport qui synthétise des informations concernant le site à destination des	

	<p>Les personnes identifiées précédemment transmettent l'information à qui et comment ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vers tout le personnel ? <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ au titre de l'information générale</li> <li>◦ au titre de ses missions</li> </ul> </li> <li>• vers les intervenants présents sur site mais externes à l'entreprise (sous-traitance, interims..) ?</li> </ul>	<p>salariés et de toutes personnes extérieures venant sur le site. Ce rapport mentionne, entre autres, les pics de pollution. L'exploitant présente le rapport de la veille.</p> <p>Ce rapport évoqué est envoyé par mail à 80 salariés environ sur les 200, et il est affiché sur les écrans situés à différents endroits du site.</p> <p>L'exploitant indique qu'en cas de pic de pollution à l'ozone, il est alors abordé en réunion de production les modalités de mise en œuvre des mesures prévues par l'APC du 23/02/2018 visant à la réduction des émissions de COV.</p>	
7	<p>Quelle organisation est mise en place pour demander, à réception de l'information, l'application des mesures de réduction ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• traçabilité /suivi des demandes</li> <li>• horaire début/fin d'application des mesures</li> <li>• procédure (sous système qualité ? )</li> </ul>	<p>L'exploitant indique qu'une procédure du site s'applique en cas de pic de pollution à l'ozone.</p> <p>L'exploitant indique que les actions de réduction des COV sont transmises annuellement à l'inspection.</p>	
<b>C - Sensibilisation générale du site à la qualité de l'air</b>			
		<b>Déclarations de l'exploitant</b>	<b>Commentaires de l'inspection</b>
1	<p>Existe-t-il des mesures générales de sensibilisation du personnel pour limiter l'impact qualité de l'air ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan de déplacement de l'entreprise</li> <li>• Télétravail</li> <li>• Recours à la visioconférence</li> <li>• Consignes sur le chauffage/climatisation des locaux</li> <li>• Equipement de la flotte de véhicules de l'entreprise en vignettes Crit'Air</li> </ul>	<p>L'exploitant indique sensibiliser les salariés du site au quotidien pour réduire les émissions de polluants.</p> <p>Cela se traduit notamment par un PDE, le télétravail (l'exploitant rappelle que le site est un site de production industriel), le recours à la visioconférence, des consignes sur le chauffage/climatisation des locaux. Enfin, l'exploitant dispose de véhicules électriques.</p>	
2	<p>Ces mesures sont-elles déclinées de manière spécifique en cas d'épisode de pollution ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel et sensibilisation sur la nécessité de</li> </ul>	<p>Comme indiqué précédemment, les pics de pollution sont affichés sur les panneaux de communication interne du site.</p>	



	<p>suivre les recommandations sanitaires et comportementales ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Affichage de l'épisode de pollution sur les panneaux de communication interne ?</li> <li>• Procédure pour limiter la température de chauffage, à l'instar de la mesure résidentiel M-R2 qui prévoit la maîtrise de la température des bâtiments : 18°C en hiver (épisode de type combustion)</li> </ul>	<p>L'exploitant indique qu'il ne recommande pas aux salariés de suivre des mesures sanitaires et comportementales spécifiques en cas de pic de pollution.</p>	
--	---	---	--

**D - Vérification des prescriptions applicables au site en cas d'épisode de pollution atmosphérique (*Référentiel = arrêté cadre départemental*)**

		<b>Déclarations de l'exploitant</b>	<b>Commentaires de l'inspection</b>
--	--	-------------------------------------	-------------------------------------

***En cas d'alerte N1 - D'après le DCZ, les dispositions ci-dessous sont mises en place quelle que soit la typologie de l'épisode***

1	<p>M-I 1 : L'exploitant procède à une sensibilisation du personnel et observe une vigilance accrue sur le fonctionnement des installations (paramètres de fonctionnement, stabilisation des charges, bon fonctionnement des systèmes de traitement, etc.) et sur l'application des bonnes pratiques.</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui   <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Précisions sur les dispositions mises en place :</p> <p>L'exploitant indique vérifier quotidiennement le bon fonctionnement des dépoussiéreurs du site, y compris hors période de pic de pollution. Pour cela, il contrôle la dérive de la différence de pression entre le caisson avant et après le filtre. En cas de dysfonctionnement, l'exploitant indique qu'une équipe interne au site est en capacité de remplacer la partie du filtre défectueuse dans la journée.</p> <p>L'exploitant indique que le fonctionnement des dépoussiéreurs du site est normal depuis le début de l'épisode de pollution en cours..</p> <p>L'exploitant indique que cette mesure de différence de pression est réalisé en continue et déclenche automatiquement un « nettoyage » des filtres en cas de dépassement d'un seuil déterminé.</p> <p>L'exploitant déclare dans GEREPE un rendement de l'épuration de dépoussiéreurs du site de 98-99 %.</p>	
---	--	--	--

		Par ailleurs, l'exploitant indique que les dépoussiéreurs du site sont vérifiés tous les 3 mois par deux prestataires différents.	
2	M-I 2 : Les opérations émettrices de COV sont reportées à la fin de l'épisode : travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composés organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs, etc.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non concerné Précisions sur les dispositions mises en place :	
3	M-I 3 : Les opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote (manipulation des déchets, broyage, transfert de matériaux, etc.) en l'absence de dispositif de traitement adéquat sont reportées à la fin de l'épisode	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Présence de dispositifs de traitement Précisions sur les dispositions mises en place :  L'exploitant indique que la seule opération émettrice de poussières dépourvue d'un dispositif de traitement mais qui est tout même réalisée en période de pic de pollution est le nettoyage des sols.  L'exploitant indique que le nettoyage des sols représente une contribution infime d'émissions de poussières du site. Néanmoins, il indique que cette opération n'est pas indispensable au quotidien et qu'il pourra à l'avenir la suspendre lors des pics de pollution aux particules fines.	
4	M-I 4 : Toute unité de production équipée de systèmes de dépollution renforcés doit en activer le fonctionnement pendant la durée de l'épisode de pollution.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas de dispositif de traitement renforcé Précisions sur les dispositions mises en place :  L'exploitant indique qu'aucune installation ne dispose d'un système de dépollution renforcés.	
5	M-I 5 : Pour les installations de combustion pouvant fonctionner avec plusieurs types de combustible, le combustible le moins émissif est utilisé. Si oui, installation(s) concernée(s) :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas d'installation de combustion mixte  L'exploitant indique que l'installation de combustion pour la fusion est alimenté en électricité.	
6	M-I 6 : L'usage des engins de manutentions thermiques est limité au profit des engins électriques pour les établissements équipés des deux types d'engin.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas d'engin de manutention électrique L'exploitant indique disposer d'engins thermiques et électriques. Mais que leurs spécificités ne permettent pas de substituer les	

		uns aux autres.	
7	M-I 7 :L'utilisation de groupes électrogènes, pendant la durée de l'épisode de pollution, n'est autorisée que pour satisfaire l'alimentation électrique d'intérêts essentiels, notamment de sécurité.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas de groupe électrogène L'exploitant indique que son groupe électrogène n'a pas été mis en marche depuis le début de l'épisode de pollution.	
<b>En cas d'alerte N2</b>			
8	M-I 8 : Le démarrage d'unités à l'arrêt est reporté à la fin de l'épisode.  Unités à l'arrêt au moment du pic de pollution :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Pas d'unité à l'arrêt  L'exploitant explique que le processus de fabrication des pièces nécessite plusieurs étapes qui doivent s'enchaîner en continu, et que le site ne dispose pas d'unité de production indépendante de ce processus. L'exploitant indique que le four de fusion n'est jamais arrêté afin de toujours maintenir le métal en fusion.	
9	M-I 9 : Les émissions sont réduites, y compris par la baisse d'activité.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non L'exploitant explique qu'une baisse d'activité du site entraînerait une modification du process qui poserait des difficultés.  L'exploitant indique qu'il ne prévoit pas de baisser son activité durant le pic de pollution.	
10	M-I 10 : Les activités polluantes sont mises à l'arrêt temporairement en cas d'aggravation du niveau d'alerte N2.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Pas d'aggravation du niveau N2 au moment de la visite	
<b>Information de l'inspection</b>			
11	La fiche de reportage des mesures prises est : <ul style="list-style-type: none"> <li>connue de l'industriel</li> <li>cohérente avec l'arrêté cadre départemental</li> <li>transmise à chaque épisode de pollution</li> </ul>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	L'exploitant n'est pas considéré comme un gros émetteur de particules fines, il n'a donc pas à transmettre cette fiche.
<b>Proposition d'un plan d'actions en vue d'un projet d'APC</b>			
12	Si le site est identifié en tant que gros		L'exploitant n'est pas considéré comme un gros émetteur de

	<p>émetteur, l'exploitant a-t-il proposé à l'inspection un plan d'actions de mesures de réduction en cas d'épisodes de pollution ?</p> <p>- Si oui, les propositions sont-elles en cours d'analyse par l'inspection ?</p> <p>- Si non, préciser le délai de remise de ce plan d'actions</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui    <input type="checkbox"/> Non</p> <p><input type="checkbox"/> Oui    <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>particules fines.</p>
--	---	---	--------------------------